

Activités de facilitation de dialogue/médiation et de cohésion sociale à Boda

Rapport d'évaluation

Marie Duprez – équipe Monitoring évaluation

10/10/2014

I.	Synthèse et résultats principaux.....	2
II.	Contexte et méthodologie.....	3
A.	Contexte.....	3
1.	Contexte de Boda.....	3
2.	Historique et principales réalisations, de DRC à Boda.....	7
B.	Méthodologie de l'évaluation	8
1.	Contexte, objectifs et limites de l'évaluation	8
2.	Questionnaire et échantillonnage.....	9
3.	Méthodologie sur le terrain.....	11
III.	Résultats et analyse de l'évaluation	11
A.	1 ^e partie : utilité et bénéfices du processus	11
1.	Utilité pour les participants	11
2.	Bénéfice pour la communauté.....	13
B.	2 ^e partie : technicité et pertinence du processus	17
1.	Questions liées au processus lui-même.....	17
2.	Questions sur les facilitateurs et la technicité des réunions.....	18
C.	Conclusions et divers	19

I. Synthèse et résultats principaux

DRC est intervenu à Boda pour la première fois fin juin 2014 à la demande d'OCHA afin de soutenir le comité des sages, le former et l'appuyer dans son travail et de l'aider à réduire les tensions dans les communautés et entre les communautés. Deux volets d'activités complémentaires y ont été menés et se poursuivent actuellement : des sessions de formation à la gestion de conflit (400 personnes ont été formées à ce jour) et la mise en place de plateformes, ou réunions de dialogue. Ces plateformes ont pour objectif de renforcer la communication entre les acteurs influents, participants à la dynamique (y compris conflictuelle) locale et/ou représentatifs des différentes strates de la société afin d'adresser les questions de sécurité, du vivre ensemble et plus généralement toutes les préoccupations d'intérêt général (retour des services de l'état, accès aux services humanitaires) de la manière la plus inclusive possible. Le Comité des sages, des représentants des déplacés, des commerçants, des jeunes, des groupes armés, des femmes, des groupes d'auto-défense, des forces nationales, des autorités nationales et internationales etc¹... se retrouvent ainsi toutes les deux semaines. Des équipes de DRC formées à la facilitation de dialogue, à la médiation et aux activités psychosociales facilitent ces réunions.

A l'heure actuelle, compte tenu de la dynamique communautaire en cours² et des conditions de rapprochement posées par les parties prenantes, deux plateformes distinctes sont organisées, l'une avec la communauté musulmane, l'autre avec la communauté non-musulmane. Si le contenu des discussions restent confidentiel, les deux communautés savent et ont validé le fait que ces processus se tiennent simultanément. De plus en plus de voix s'élèvent cependant pour demander leur réunion ou des rencontres directes. C'est particulièrement vrai dans la zone musulmane mais cette dynamique se développe également dans la zone non musulmane. Il est important de noter que l'obstacle principal à des rencontres directes est aujourd'hui moins la crainte de « l'autre » mais la peur pour ceux qui s'engageraient dans ce processus de recevoir des menaces de leur communauté. Cela s'applique particulièrement à la communauté non-musulmane dont certains membres, minoritaires mais actifs, revendiquent toujours le départ de la communauté musulmane. Des réponses pourront être apportées à ces demandes lorsque tous les acteurs y seront prêts, le temps, et le rythme de la médiation appartenant aux parties prenantes, et non à la tierce partie neutre.

Une mission d'évaluation a été conduite à Boda du 3 au 6 octobre qui avait pour objectif de collecter les points de vue des participants aux plateformes et leurs avis sur l'utilité de ces et sur l'approche technique. Les résultats de l'évaluation montre que les activités entreprises par DRC à Boda sont particulièrement bien accueillies. Les activités menées par DRC rencontrent en effet une très forte adhésion et suscitent beaucoup d'espoirs. L'un des participants résume ainsi le processus entamé par DRC : « *Sans ce type de processus il n'y a pas de solution possible au conflit* ». Les compétences techniques, la neutralité et l'impartialité des facilitateurs ont également été saluées par l'ensemble des répondants de même que l'adéquation de ce processus aux besoins et contexte spécifiques de Boda.

Pour autant il faut garder à l'esprit que DRC n'a débuté ses interventions qu'en juin 2014 et que le processus en est encore à ses débuts. Cependant, les exemples de résultats ou d'apports bénéfiques donnés par les répondants révèlent que ces activités ont déjà eu des effets positifs sur l'environnement

¹ Voir tableau d'échantillonnage

² C.f : résultats détaillés dans la partie B1 de ce rapport

de protection et les tensions au sein de la communauté. La première recommandation de l'équipe d'évaluation reflètera donc le message diffusé par les participants aux plateformes : « *Nous demandons à DRC de continuer ses activités jusqu'à la réconciliation* ».

Des suggestions ont été également formulées pour améliorer le processus en cours, suggestions qui méritent d'être entendues et réfléchies :

La première concerne le suivi des points d'action. Rappelons tout d'abord que DRC n'a pas pour fonction d'appliquer les recommandations formulées durant les réunions de dialogue, qui relèvent de la responsabilité des parties, mais doit en faire le suivi à chaque réunion. Chaque réunion inclut déjà cette question, le facilitateur reprenant les points décidés lors de la réunion précédente et animant une discussion à leur sujet. Ce suivi doit être renforcé. Il est par exemple demandé à DRC de distribuer les procès-verbaux de réunion à tous les participants.

La deuxième concerne la communication et les feedbacks aux communautés. Une partie des répondants estime qu'il faut renforcer cet aspect. A l'heure actuelle et suite à une demande des facilitateurs, les participants des réunions de dialogue organisent des séances de restitution informelles dans leurs communautés. Il serait peut-être pertinent d'afficher, suite aux réunions et en accord avec les participants, les procès-verbaux des plateformes ou d'organiser des séances formelles de restitution à la communauté. La nécessité de l'implantation d'une radio communautaire a également été relevée. Elle permettrait de prévenir les participants qu'une réunion de dialogue est organisée, de fournir un feedback des plateformes aux communautés et de devenir un outil de cohésion sociale en vue du renforcement de la communication intercommunautaire.

La troisième concerne DRC et l'ouverture d'un bureau permanent à Boda. Une grande partie des répondants font effectivement cette demande afin d'assurer un suivi continu de la situation et des plateformes. Cette question est laissée à l'appréciation de la coordination de DRC à Bangui.

Enfin, si les personnes interrogées estiment en majorité que les participants des plateformes sont représentatifs, plusieurs déplorent que les groupes armés Anti-Balakas ne soient pas plus représentés. Bien qu'ils soient plus assidus que lors des premières réunions, il semblerait qu'ils soient régulièrement absents : « *Lors de la dernière réunion, les AB étaient absents* », ils participent « *à certaines réunions* »... Ces remarques attestent de l'importance que la communauté accorde à la participation des Anti-Balaka dans ce processus de dialogue. Un participant déplore également l'absence d'« *un groupe de bandit* », un autre des « *notables à qui on aimerait confier des tâches pour réduire les tensions* ».

II. Contexte et méthodologie

A. Contexte

1. Contexte de Boda

- **Contexte général**

Boda est l'une des cinq sous-préfectures de la Lobaye, dans le Sud-Est de la Centrafrique. La ville est réputée pour être une zone prospère, riche de ses mines de diamants, d'or, de son commerce et de son agriculture. Cette prospérité en fait une zone économique privilégiée, mais également une place stratégique, objet de convoitises.

L'activité économique, notamment celles des mines, a historiquement été dominée par quelques membres de confession musulman, de même que le commerce. Les membres de la population non-musulmane ont longtemps été employés comme main d'œuvre. L'état a semble-t-il cherché à ouvrir l'exploitation des mines aux non-musulmans (en favorisant l'accès au crédit et à la formation notamment) mais la perception dominante est que cette activité lucrative est/était le monopole des membres de la communauté musulmane.

Les musulmans faisaient par ailleurs figurent de notables, souvent élus aux postes de représentation (Mairie, Parlement, quartier) par l'ensemble des deux communautés. Le Maire actuel est de confession musulmane.

La perception d'une position dominante des musulmans sur le plan économique et sociale explique sans doute que certains membres de la communauté non-musulmane parlent de « *Révolution* » lorsqu'ils évoquent les événements récents qui ont frappé la ville. Pour certains, le conflit a donc été perçu comme une remise à plat du contrat social (choisi ou subi) préexistant.

Dans les deux communautés, l'évocation du passé est cependant marquée par des images de sérénité, de cohésion, et est teintée de regrets et d'incompréhension. Les mariages mixtes étaient en effet pratiques courantes et extrêmement fréquents ainsi que les interactions sociales (on rappelle souvent, dans les discussions, les soirées festives qui réunissaient chrétiens et musulmans dans les bars et les night clubs de la ville). L'école municipale accueillait les enfants de toutes confessions sans discrimination. Malgré la présence de quartiers plus ou moins dominés par l'une ou l'autre des confessions, le zonage des habitations était généralement mixte. Aujourd'hui encore, des membres de même famille, vivant de part et d'autre de la Ligne Rouge³, communiquent et, pour certains, se retrouvent même de manière clandestine. La « levée » temporaire de la Ligne Rouge, le 30 juin 2014, donnera notamment lieu à des scènes de retrouvailles entre jeunes musulmans et non musulmans, et notamment entre les jeunes enfants, qui, il y a de cela quelques mois encore, fréquentaient les bancs de la même école.

Comprendre ce qui a contribué à déchirer un tissu social aussi dense est complexe. Les facteurs sont multiples et relèvent tout autant de la gouvernance nationale et de la géopolitique régionale que de dynamiques sociales voire interpersonnelles extrêmement locales et parfois difficiles à appréhender.

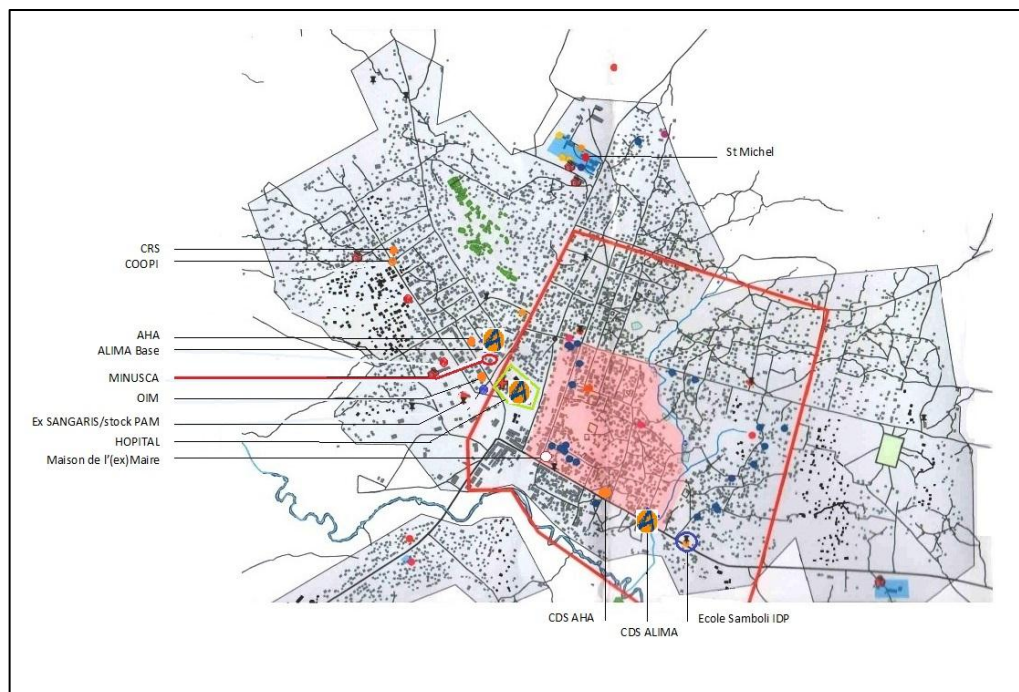
- ***Janvier-février 2014, conflit et mise en place de la ligne rouge***

La situation à Boda est restée relativement calme durant l'ère Séléka, y compris durant les événements de décembre 2013. Ce n'est qu'au départ des éléments armés de la rébellion, le 28 janvier 2014, que les choses ont dégénérées. Le Maire de Boda explique qu'entre le départ de Michel Djotodia (le 10 janvier 2014) et le départ des Sélékas (28 janvier), il a convié neuf (9) réunions à la Mairie afin de préparer la transition mais que ses démarches n'ont pas abouti.

³ La Ligne Rouge est no man's land qui entoure l'enclave musulmane, la séparant de la communauté non-musulmane alentour.

Les violences débutent donc à Boda le 28 janvier. Du côté non-musulman, il se dit que les éléments Sélékas ont laissé des armes au sein de la communauté musulmane (données ou vendues) avant de partir. Pour expliquer le déclenchement des événements, certains parlent de l'assassinat (ou parfois de l'homicide involontaire) d'une femme chrétienne enceinte. D'autres évoquent d'une attaque préventive de la

communauté musulmane contre la communauté non musulmane. Du côté musulman, on plaide la légitime défense. Pour les observateurs, MISCA et Sangaris, les circonstances exactes du début des violences restent toujours



Carte de Boda, de la ligne rouge et des principaux bâtiments. Source : ALIMA

confuses.

Les affrontements vont durer jusqu'au 5 février. Alertés dès le premier jour, les éléments de la Sangaris ne sont arrivés que le 8ème jour des combats. Il n'existe à ce jour aucun recensement du nombre de victimes. La destruction des biens fait actuellement l'objet d'un recensement par CRS qui estime de 600 à 1000 le nombre de maisons qui pourraient avoir été détruites. La population non-musulmane a massivement fuit vers 7 sites refuges (notamment l'Eglise Saint-Michel) ou dans la brousse. La force Sangaris a tenté une médiation entre les communautés à son arrivée, mais celle-ci n'aboutira pas. Une Ligne Rouge (no man's land et no-go zone) est alors instituée le 5 février pour séparer les deux communautés et mettre un terme aux violences. La MISCA est déployée quelques semaines plus tard à Boda, positionnant ses hommes sur la ligne rouge.

Dans les deux communautés, on salue encore l'intervention des forces internationales comme ayant contribué à réduire les violences, et ce malgré des tensions récentes entre la communauté non-musulmane et la MISCA.

- **Mars-août 2014**

Après l'installation des forces internationales à Boda et la mise en place de la ligne rouge et de l'enclave, les épisodes de violence ont effectivement diminué dans la ville. Les attaques sporadiques contre les personnes de l'enclave traversant la ligne rouge (notamment pour aller chercher du bois) ont persisté après cette période, faisant des victimes. La violence, notamment dans la zone non-musulmane, a en

revanche pris un caractère multiforme, n'étant pas toujours liée au conflit : les actes de violence de droit commun (banditisme) se sont multipliés, comme les actes de rackets et d'extorsions (souvent attribués aux AB – au point où ces derniers songent à mettre en place une brigade anti-racket en interne). Toujours du côté non-musulman, des crimes liés à la sorcellerie ont été signalés mais également des cas de violence domestique.

Fin juin, après de nombreux tirs d'éléments Anti-Balaka sur les positions fixes de la Misca située sur la ligne rouge, le Général de la Misca, en déplacement à Boda, déclare unilatéralement la levée de la Ligne. Suite à cette décision, des mouvements de jeunes, femmes et enfants vers la zone non musulmane ont donné lieu à la fois à des scènes de salutations et de retrouvailles émouvantes (notamment entre des enfants qui fréquentaient la même école auparavant mais aussi entre une cinquantaine d'adolescents musulmans et chrétiens) et à des discussions entre membres de la communauté musulmane et de la communauté non-musulmane. Ces sorties ont aussi donné lieu à quelques tensions (dû notamment au manque d'information préalable au sein de la communauté non-musulmane) sans pour autant résulter en des affrontements. Cependant, de fait, la Ligne Rouge a été rétablie début juillet jusqu'à ce que l'amélioration des relations (notamment par des actions de cohésion sociale, de dialogue et de rapprochement) puissent permettre une levée totale de la ligne rouge.

La période entre juillet et le 20 août a été relativement calme malgré le danger constant et les exactions commises contre les personnes franchissant la Ligne Rouge depuis l'enclave. Le calme relatif a cependant permis le retour de la Gendarmerie et du Sous-Préfet, très bien accueillis par les deux communautés, ainsi que la réouverture du cimetière musulman (situé hors de l'enclave, en zone non musulmane). Par ailleurs, les témoignages recueillis durant cette période ont montré que les échanges informels (communication téléphonique, échange de biens, passages de la ligne pour des raisons familiales, ou privée) ont progressé en même temps que le sentiment de sécurité.

L'assassinat de 2 jeunes musulmans le 20 août 2014 a cependant déclenché une nouvelle flambée de violence entraînant des représailles par la communauté non-musulmane et la mort de 13 personnes. De leur côté, les Anti-Balaka, appuyés par des renforts venus de Yaloké et de Bossembélé, ont lancé une nouvelle attaque sur l'enclave musulmane entre le 27 et le 28 août 2014. L'intervention de la force Sangaris et de la MISCA a mis fin à ces tirs.

En parallèle, sous l'effet combiné du climat d'insécurité et des menaces proférées par les Anti-Balakas et les jeunes de la zone non-musulmane à l'encontre de la communauté humanitaire (pour des raisons n'ayant pas toujours traits au conflit – emploi, qualité et modalités de l'assistance proposée), l'ensemble des ONG a évacué Boda à l'exception d'Alima.

Afin de débloquer cette situation, la coordinatrice humanitaire a organisé plusieurs réunions et a mandaté DRC pour organiser une rencontre de dialogue entre les différents acteurs à Boda et les ONGs/OIs afin de faciliter l'accès humanitaire, le retour et la sécurité des acteurs humanitaires. Cette réunion a eu lieu le 15 septembre 2014 à 9H. Depuis, l'ensemble des ONG et OI sont de retour dans la ville et ont repris leurs activités.

La situation actuelle à Boda est marquée par la permanence de l'enclave, de la Ligne Rouge, et l'absence de relations **officielles** entre les communautés. Mais cette situation est également marquée par la présence d'individus et de groupes d'individus, qui, malgré la pression de certains Anti-Balakas et d'une

frange de la population, ont déjà renoué des liens officiels ou souhaitent sortir du statut quo et explorer les possibilités d'un vivre ensemble renouvelé basé sur un dialogue inclusif. S'il est difficile de savoir aujourd'hui quelle est l'opinion dominante au sein de la communauté non-musulmane (qui reste la moins ouverte au dialogue), les observateurs sentent une évolution. Pendant longtemps, il semble que la population ait massivement et systématiquement demandé le départ des musulmans en arguant que la destruction des biens rendait la réconciliation impossible. Ce discours est toujours tenu, du moins publiquement, mais les propos individuels sont beaucoup plus nuancés et révèlent des ouvertures. Par ailleurs, les initiatives comme celles menées par le Comité des Sages, et les retours très positifs sur les actions entreprises par de DRC, laissent penser qu'une frange de la population souhaite sortir de l'impasse et de la logique conflictuelle qui paralyse Boda depuis des mois.

2. Historique et principales réalisations de DRC à Boda

DRC est intervenu à Boda pour la première fois à la demande d'OCHA afin de soutenir le comité des sages, le former et l'appuyer dans son travail et de l'aider à réduire les tensions dans les communautés et entre les communautés. Parallèlement, DRC a mené une analyse sensible au conflit⁴ afin de comprendre la genèse, les sources, la dynamique et les acteurs du conflit à Boda.

Plusieurs tentatives de « médiation » ont été tentées à Boda depuis février : par la Sangaris (au tout début du conflit), par l'ancien chef Anti-Balaka de la zone (Sylvestre Rambo, accompagné de Kokaté en mars), par le Gouvernement (13-14 mai). Elles ont eu pour point commun d'être des missions courtes (2 à 3 jours), réalisées sans travail préparatoire avec les communautés (approche top-down : 'faites la paix'). Elles se sont toutes soldées par un échec. Durant la dernière mission gouvernementale, les représentants du gouvernement ont quasiment été chassés de la ville. Des membres du Comité des Sages expliquent : **« ils sont venus nous parler. Mais d'abord il faut nous écouter. Les gens ont beaucoup souffert ici ».**

Après une 1^e formation réalisée du 24 au 27 juin avec le comité des sages, DRC, à la demande de la communauté et après avoir réalisé une analyse du contexte sensible au conflit a décidé de poursuivre ce curriculum. Entre le 24 juin et le 11 juillet, 151 personnes ont ainsi bénéficié de cette formation (plus de 400 en avaient bénéficié début octobre).

L'analyse initiale a également révélée une multitude de tensions et d'incompréhensions entre les différents acteurs de Boda dans la zone non-musulmane (communauté, déplacés, autorité locale, AB, forces internationales) et l'absence d'initiatives ou de lieux pour que ces questions soient discutées et adressées sereinement et sans confrontation. DRC a donc proposé la mise en place d'une plateforme, initiative inédite à Boda, permettant d'adresser les questions de sécurité ainsi que les questions du vivre ensemble et plus généralement toutes les questions d'intérêt général intéressant la communauté (l'agenda étant discuté et choisi par les participants) de manière la plus inclusive possible, entre les différents acteurs du conflit. L'un des aspects fondamentaux de ce processus est son aspect volontaire : les participants se sont librement engagés dans ce processus et ils ne touchent ni per diems, ni frais de transport ni café ou boissons.

⁴ Ce rapport, qui comprend une analyse du contexte et des acteurs est disponible sur demande. Contact : coordo.c-sociale@drc-car.org ou pm.cohesion-sociale@drc-car.org

La plateforme s'est réunie pour la première fois le 28 juin puis une seconde fois le 25 juillet. Elle a permis d'aboutir à des points d'actions extrêmement concrets engageant tous les acteurs et permettant d'adresser les questions sur les relations MISCA/Communauté, les relations entre MISCA/AB, la gestion des rumeurs, l'information des communautés sur l'évolution de la Ligne Rouge, le retour de la gendarmerie et de la police et les points de contacts entre les deux communautés

A l'issue des deux premières réunions, il a été convenu que la plateforme aurait lieu de manière régulière (tous les quinze jours). Les plateformes suivantes ont ainsi eu lieu le 2 août, le 14 août, le 6 septembre, le 20 septembre et le 4 octobre (en parallèle de la mission d'évaluation). La plateforme prévue fin août a dû être annulée à cause des incidents sécuritaires.

La première plateforme au sein de la communauté musulmane a eu lieu le 2 août. Depuis, 4 réunions se sont tenues, rassemblant les différentes composantes socioéconomiques de la communauté (voir le tableau d'échantillonnage)

Par ailleurs, afin de favoriser le retour des ONG ayant évacué Boda après avoir reçu des menaces le 20 août 2014, DRC a été sollicité par la coordination humanitaire en vue d'organiser des rencontres et dialogues avec les différents acteurs de Boda et les organisations humanitaires. Une mission préparatoire s'est donc rendue sur place du 27 au 29 août. DRC a rencontré les différents acteurs (groupes armés, forces internationales, membres de la société civile pour contribuer à calmer les tensions (réunions entre forces internationales et AB notamment) et à accompagner la coordinatrice humanitaire dans sa mission d'évaluation du 29 au 30 août. Le 15 septembre, le processus de dialogue entre les acteurs de Boda et les organisations humanitaires s'est achevé par la tenue d'une plateforme réunissant les 2 parties.

En parallèle, entre le 27 et le 29 août, une mission de l'équipe psychosociale a eu lieu dont l'objectif était d'élaborer un cadre de soutien pour les personnes en détresse. Cependant, au vu du contexte d'insécurité et de la méfiance de certains groupes armés, les activités prévues ont dû être annulées.

La mission d'évaluation, en préparation depuis début août, s'est rendue à Boda du 3 au 6 octobre.

B. Méthodologie de l'évaluation

1. Contexte, objectifs et limites de l'évaluation

Fin juillet 2014, suite à la tenue de plusieurs sessions de facilitations de dialogue et à la demande de l'un des responsables du projet, Jérôme Grimaud, il a été décidé d'organiser l'évaluation du projet mené à Boda.

Il faut rappeler précisément les objectifs de l'évaluation ainsi que ses limites. Les objectifs de la mission étaient en réalité d'évaluer si, aux yeux des participants des sessions de facilitation de dialogue et de médiation :

- Le processus est utile, pertinent et adapté au contexte,
- Le processus est techniquement adapté,
- Le processus a ou peut contribuer à la réduction de la violence et/ou à la protection des civils.

Par ailleurs, un second débat a eu lieu sur la méthodologie et l'échantillonnage de l'évaluation : le questionnaire étant destiné aux bénéficiaires directs des activités (les participants aux plateformes de facilitation de dialogue), il ne permettrait pas de déterminer l'impact réel sur les communautés.

Il s'agit effectivement d'une des limites de l'enquête. Une deuxième étude, destinée aux bénéficiaires indirects des activités (l'ensemble de la communauté), est actuellement en préparation. Elle devra prendre en compte et analyser les facteurs externes, non maîtrisables par DRC et ayant une incidence sur le processus entamé.

Les résultats de l'évaluation pourront en revanche servir de point de départ pour déterminer les effets potentiels à moyen terme de ces activités, ses résultats initiaux et permettront d'avoir le retour des participants afin de peaufiner, le cas échéant, le processus mis en œuvre.

Dernière limite de l'évaluation tenant à la méthodologie : durant les entretiens, les évaluateurs notaient les réponses des participants en essayant de conserver les idées et terminologies. La saisie immédiate permettait ensuite de compléter les réponses. Si les idées ont été reprises sans déformation majeure, nous ne pouvons cependant pas garantir que les mots exacts employés par les répondants aient été absolument retranscrits. Les formulations reprises dans les citations de ce document pourraient ainsi être légèrement erronées (les idées développées n'ont en revanche pas été dénaturées). Cette limite devra faire l'objet d'une réflexion approfondie dans la préparation de la prochaine évaluation.

2. Questionnaire et échantillonnage

Afin de garantir la neutralité et l'objectivité de cet exercice, l'évaluation a été préparée, réfléchie et menée par une équipe mixte, composée de personnes de la cohésion sociale, de la protection et du monitoring évaluation.

Après une brève introduction, le questionnaire comportait 21 questions divisées en plusieurs grandes parties⁵ :

- 2 questions sur le « profil de la personne » (sa fonction et le nombre de rencontres auxquelles il a participé)
- 3 questions sur les acteurs et les questions abordées durant les réunions
- 3 questions sur les réponses que le processus a pu ou pourrait apporter pour pacifier les relations entre les participants
- 4 questions sur les bénéfices que le processus a pu ou pourrait avoir pour la communauté de Boda
- 3 questions sur les facilitateurs, leur rôle et leurs capacités techniques
- 4 questions sur le cadre, la durée et la fréquence des réunions
- 2 questions plus générales sur les perspectives vis-à-vis de la médiation et sur d'autres suggestions éventuelles

Les questions posées étaient formulées de façon à approfondir ou à aborder certains points spécifiques. Par exemple, sur les bénéfices que le processus a pu ou pourrait avoir pour la communauté de Boda, les questions traitaient successivement de résultats concrets pour la communauté, de l'accès humanitaire, de la protection des civils et de la baisse des tensions.

⁵ Questionnaire complet en annexe A

Dans la pratique cependant, ces questions ont paru répétitives aux répondants et ont alourdi les échanges. Les réponses sont donc très disparates pour chacune des questions⁶ La révision du questionnaire

Chaque réponse comportait 3 parties :

- Une réponse binaire sur le format oui/non
- Une pondération par l'application d'une note chiffrée (échelle de 1 à 10)
- Une partie qualitative durant laquelle la personne interviewée était amenée à développer sa réponse en fournissant des exemples.

La 2^e partie des réponses (pondération numérique) s'est révélée inadaptée au format choisi pour l'évaluation. Les participants étaient en effet peu à l'aise avec cet exercice, préférant multiplier les exemples et approfondir leur point de vue. La plupart La partie narrative des résultats est donc la plus importante à analyser. Lors de la révision du questionnaire il faudra également revoir l'aspect binaire de la 1^e partie des réponses et ajouter une possibilité plus modérée.

Les 2 plateformes mises en place par DRC réunissent des représentants de toutes les couches économiques et sociales de Boda. Au total, environ 60 personnes participent à ces réunions. Au vu de la durée du questionnaire (30 minutes en moyenne), du temps limité de la mission et en raison de l'indisponibilité de certains représentants, il a été convenu entre les membres de l'équipe de n'interroger que la moitié des participants. La composition des plateformes et l'échantillonnage effectué par DRC sont repris dans le tableau suivant :

	Participants aux plateformes	Echantillonnage
Plateforme non-musulmane	Comité des sages	3
	Représentant des sites de déplacés	1
	Comité des jeunes	1
	Anti-Balakas	1
	Représentant de la communauté catholique	1
	Représentant de la communauté protestante	1
	Chefs de quartier	0- indisponibles
	Représentante des femmes	1
Participants aux 2 plateformes	MINUSCA	1
	Gendarmerie	2
	Sous-préfet	1
	Police	1
	ONG internationale	1
Plateforme de la zone musulmane	Comité des sages / notables	3
	Représentantes des femmes	1
	Représentant de la communauté Peul	0
	Représentant des commerçants – opérateurs économiques	2
	Responsables des sites de déplacés	0- indisponibles
	Chefs de quartier	1
	Représentants des jeunes	2
	Représentant de la communauté religieuse - Imams	1

⁶ Par exemple, à la question sur les bénéfices concrets des plateformes, de nombreux répondants ont évoqué l'aide humanitaire alors que cette question était spécifiquement abordée après.

3. Méthodologie sur le terrain

L'évaluation s'est déroulée du 03 au 06 octobre 2014. L'équipe de l'évaluation était composée de :

- Olivier Karana Stanley, coordinateur cohésion sociale
- Neslon Pambina, facilitateur en cohésion sociale
- Rick Lysias Gonekra, superviseur monitoring et évaluation
- Marie Duprez, Grant officer et responsable monitoring évaluation

Denis Akino, facilitateur des plateformes, était présent lors de la mission et a mis l'équipe en relation avec les participants. Le premier jour, l'équipe a pu discuter avec 6 participants et prendre rendez-vous avec le reste d'entre eux pour le lendemain.

Le 2^e jour, l'équipe a pu rencontrer 20 personnes et compléter ainsi l'échantillonnage prévu. Cependant, les représentant des sites de déplacés de la zone musulmane étant absents, nous n'avons pas pu les rencontrer.

La mixité de l'équipe ayant préparé et conduit cette évaluation (personnes de la protection, de la cohésion sociale et du monitoring évaluation) a contribué à assurer la neutralité et l'impartialité de la mission.

III. Résultats et analyse de l'évaluation

A. 1^e partie : utilité et bénéfices du processus

1. Utilité pour les participants

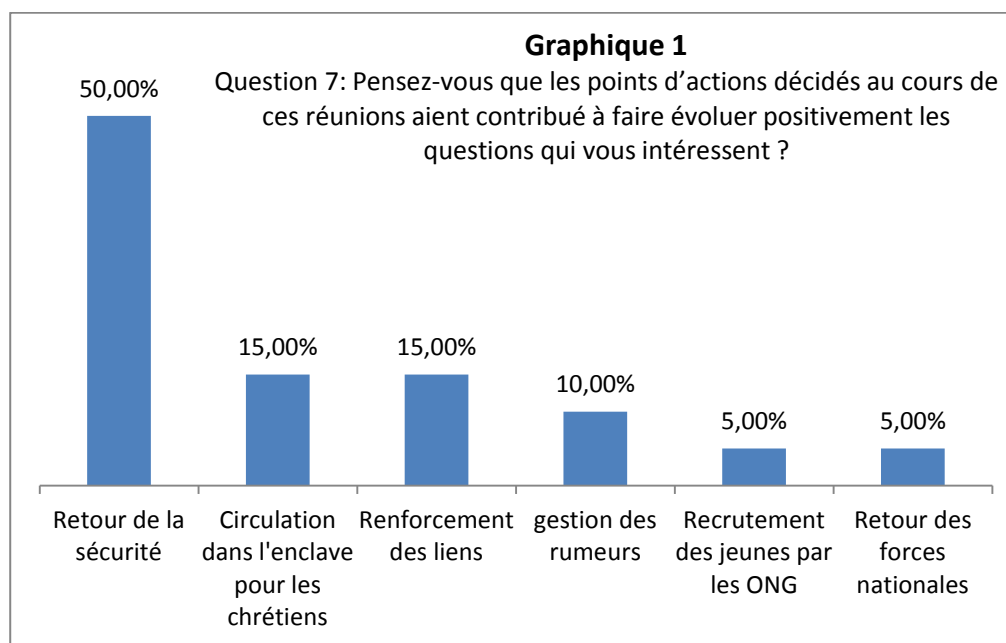
La question de l'utilité des plateformes pour les participants était traitée dans les questions 3, 7, 8, 9 et 10.

Les personnes interrogées sont unanimes quant au fait que les plateformes ont facilité les rencontres entre les différents acteurs de la communauté. Il ressort en particulier que la présence des ONG et des forces armées nationales et internationales est très appréciée car elle permet de faire passer des messages et de renforcer le lien. Les gendarmes interrogés déclarent que ces réunions permettent de recueillir des informations de personnes qui ont peur de venir les voir directement « *car [ils] représente[nt] la répression* » ou « *par peur d'être puni par les GAU* ». ⁷. Les plateformes facilitent ainsi les rencontres entre les différentes composantes de la communauté et leur offre un cadre sécurisé et rassurant pour dialoguer.

A la question sur la capacité des réunions à faire évoluer positivement les questions intéressant les participants, 96% des participants répondent par la positive. Seule 1 personne interrogée a répondu par la négative car « *les points d'action des dernières réunions n'ont pas été mis en œuvre* ». Deux autres participants indiquent également que la mise en œuvre et le suivi des points d'action reste un défi. Le reste

⁷ Ces données doivent être modérées : il s'agit uniquement des réponses à la question 7. De nombreuses personnes ont évoqué les mêmes points dans d'autres réponses.

des personnes interrogées estime que les plateformes permettent de faire avancer positivement les questions qui les intéressent. En particulier, 50% estiment que les plateformes ont eu un impact direct sur le retour de la sécurité (voir graphique 1), 15% que les plateformes ont permis une meilleure circulation des chrétiens dans l'enclave et 15% qu'elles permettent de renforcer les liens inter et intracommunautaires.



Les réponses aux questions 8, 9 et 10 doivent être traitées ensemble. En effet, la plupart des participants ont mélangé les notions de « clarification des incompréhensions », « réduction des tensions » et « rétablissement de la confiance » entre les participants⁸. A ces 3 questions 23 personnes sur 26 (88%) répondent par la positive. Les 3 seuls participants ayant répondu que les plateformes n'avaient pas réduit les tensions ou rétabli la confiance déclare qu'il n'y avait pas de tensions avant⁹, qu'il est difficile de déterminer si les tensions ont réellement baissé ou qu'il faut plus de temps pour faire une vraie différence¹⁰.

Pour le reste, les répondants estiment que :

- Les plateformes ont permis de renouer le dialogue entre les différentes composantes de la société en faisant « *respecter le temps de parole de l'autre* », « *de comprendre le point de vue de l'autre* », « *de dialoguer pour avoir des solutions durables* », « *de se rendre compte des réalités et de se comprendre* », de « *voir la situation avec une vue collective* », et qu'elles ont donné lieu à des « *discussions ouvertes* ». Un gendarme explique même : « *C'est la partie la plus importante de la réunion. On échange des numéros de téléphone et on se met à l'œuvre pour travailler sur la crise.* »

⁸ Ces 3 questions seront revues avant de mener une nouvelle évaluation.

⁹ A noter, ces 2 participants appartiennent tous deux à la communauté musulmane

¹⁰ Réponse de la représentante de CRS à Boda

- Les plateformes ont permis d’abaisser des tensions entre différentes composantes de la société, et notamment entre
 - Les Anti Balakas d’un côté, le comité des sages et les forces internationales : « *De notre côté (Anti-Balaka) Il y avait des tensions avec la MISCA et le comité des sages, grâce aux réunions maintenant [...] on est au même diapason*», « *Les AB qui étaient réticents au début par rapport au comité des sages qu'ils accusaient de corruption ont fini par se comprendre. Ils participent maintenant de façon régulière à ces rencontres.* »
 - La population et les forces nationales et internationales : « *Les anciens gendarmes n'avaient pas notre confiance; On a demandé qu'ils envoient ces gendarmes ailleurs et nous avons développé de nouveau réseau de communications avec les nouveaux gendarmes.* », « *Les réunions ont aussi permis de résoudre les incompréhensions entre la population et les forces internationales.* » « *Grace à ces réunions, on comprend mieux qui fait quoi et pourquoi ils le font. On ne voulait pas parler avec certains acteurs, comme les MISCA et MINUSCA avec qui on avait de très mauvaises relations, mais maintenant on se comprend.* ».

Une réponse revient régulièrement et mérite d’être notée (et éventuellement exploitée par les équipes de médiation). Plusieurs répondants expliquent qu’après les plateformes, « *les participants partagent un verre ensemble* » (l’équipe d’évaluation a pu directement observer cela durant sa mission).

Un autre répondant déclare que « *Le rétablissement de la confiance se fait en secret (envoi de SMS, appel téléphonique).* ». Cette réponse a été corroborée par plusieurs acteurs en dehors de l’évaluation.

2. Bénéfice pour la communauté

La question du bénéfice des plateformes pour la population de Boda était traitée dans les questions 11, 12, 13 et 14.

La question 11 abordait l’impact concret, pratique que les plateformes pouvaient avoir eu sur la communauté de Boda. La question 14 traitait de l’impact sur l’accès humanitaire. Les participants ayant souvent mêlés ces deux questions, nous traiterons les résultats de façon commune.

Au vu du nombre important d’exemples mentionnés par les répondants, nous ne présenterons ici que les résultats et les exemples les plus significatifs.

Thématique	Citation
Jets de pierre	« Dans les réunions de plateforme on a dit aux enfants qu'il ne fallait pas jeter des pierres sur les personnes qui passaient en voiture. Maintenant ils ont compris et ça a permis de calmer des tensions. »
	« Avant les gens cherchant à voyager à Bangui demandaient une escorte militaire des Sangaris ou de la Minusca pour passer à travers l'enclave. Maintenant il n'y a plus besoin d'une telle protection car il n'y a plus de menace ni de jets de pierre »
Rentrée scolaire	« A la dernière réunion, des discussions ont eu lieu sur la rentrée scolaire prévue le 3 novembre. il a été décidé qu’une sensibilisation devait être faite auprès des parents pour la scolarisation de leurs enfants et que les parents devraient

	<p>également préparer psychologiquement leurs enfants (pas d'école depuis 3 ans). Il a aussi été décidé que je (le sous-préfet) devais envoyer un communiqué radio pour demander à tous les responsables et enseignants de revenir à Boda. Le Pasteur a commencé la sensibilisation le jour suivant au cours de la messe du dimanche et le communiqué est prêt. »</p>
Problématique du bois de chauffe	<p>« Avant les gens sortaient pour aller chercher du bois. C'était dangereux, on a abordé ce thème durant les réunions et les gens ont arrêté. »</p> <p>« On a parlé du problème du bois pendant la réunion et il y a eu la distribution de bois par la suite. »</p>
Retour des ONG et accès humanitaire	<p>« A cause des musulmans qui s'étaient infiltrés et de la montée des violences mais aussi à cause de la mésentente avec les AB, les ONG étaient parties. La mésentente avec nous venait du fait que les ONG ne recrutaient pas des jeunes de Boda mais que de Bangui. Après des discussions avec les ONG ils ont été d'accord pour que 80% des postes soient pour les jeunes de Boda. Après cet accord, les activités humanitaires ont repris. »</p> <p>« Ca commence à marcher: les ONG acceptent de recruter les jeunes, de leur donner du travail pour oublier les évènements, gagner de l'argent et reconstruire leur vie. »</p> <p>« Quand les premiers humanitaires sont venus, ils ont présenté des critères qui nous convenaient pas et qui ne correspondaient pas aux réalités sur place. Nous avons proposé nos critères et cela a été accepté »</p> <p>« La réunion permet de faire passer des messages (besoin de bâches sur les sites de déplacés en prévision des retours – CRS s'est engagé à les fournir et a déjà commencé) »</p> <p>« On a sollicité une réunion avec les humanitaires pour exprimer les préoccupations des populations. Maintenant on commence à recruter les personnes localement et à écouter la population et cela a mené à une distribution dans la brousse. Avant la plateforme, la population et les humanitaires ne s'écoutaient pas. »</p> <p>« L'accès humanitaire s'améliore parce que la plateforme a demandé un renforcement des gendarmes et notre présence baisse l'insécurité et une baisse de l'insécurité se traduit par plus d'accès à l'assistance humanitaire. »</p>

Au total, 81% estiment donc que les réunions ont eu des résultats concrets pour la communauté. Certains participants ont également exprimé leur insatisfaction quant aux résultats concrets de ces plateformes. Les 19% restants (5 personnes) ont en revanche répondu par la négative. Ils expriment notamment le besoin « *d'être assisté en vivres et pour la réhabilitation / reconstruction des maisons détruites.* » et de retrouver « *le moyen financier pour relancer les activités économiques.* ». D'autres estiment qu' « *on explique les solutions potentielles mais elles ne viennent pas.* », que « *les IDPs sont encore en brousse* » ou encore qu' « *On ne s'est pas encore assis autour de la table avec nos frères chrétiens pour dialoguer.* ». A noter que ces points sont également abordés par des répondants ayant répondu que les plateformes ont eu des résultats concrets. Ces points figurent à l'ordre du jour des plateformes et représentent de nouveaux défis à relever.

Les questions 12 et 13 abordait l'impact des plateformes sur la réduction des tensions et la protection des civils. Ici aussi, les participants ont répondu de façon indistincte sur l'une et l'autre de ces deux problématiques, comprenant la question comme l'impact des plateformes sur la sécurité.

Thème	Citation
Changement de gendarmes / retour de l'Etat	« L'absence de tirs est un résultat direct des réunion. Car les participants ont exigé le renforcement de notre présence (gendarmerie). Nous sommes venus à cause de ce plaidoyer et nous voici en train de mettre fin aux tirs. Voilà un lien direct. »
Communication entre participants et diminution des tensions	<p>« On a pu parler aux groupes armés après chaque réunion et cela a encouragé d'autres personnes à y participer et à suivre les réunions et cela a permis de réduire l'utilisation des armes. Tout le monde savait que ces réunion se tenaient mais beaucoup étaient sceptiques. Mais sur place on a appris comment éviter les messages toxiques qui provoquent la violence et on a vu une tendance vers la communication non violente. Je pense que cela a poussé les gens à changer de comportement. »</p> <p>« On s'est déplacé à Samboli et on a exécuté une recommandation qui figurait parmi les points d'actions décidées » (gendarmerie)</p> <p>« quand Sangaris était là à un moment il y a eu une diminution des patrouilles. La population était inquiète mais la MISCA a expliqué qu'elle avait changé de stratégie et faisait maintenant des patrouilles à pied. Ca a permis de rassurer la population et a ramené la confiance. »</p> <p>« Ces réunions ont permis de dénoncer le dérapage des différents groupes de force en présence mais aussi de faire des propositions d'amélioration. »</p>
Feedbacks aux communautés	<p>« Grâce aux feedbacks qu'on donne à la communauté les gens sont plus à l'aise mais d'autres qui sont analphabètes ne comprennent pas »</p> <p>« Les gens (la population) ne viennent pas aux réunions mais on les rencontre pour leur parler de ce qui se passe dans les réunion et cela met les gens à l'aise de savoir que les choses avancent. »</p> <p>« Après chaque réunion, on fait un feedback avec les jeunes et la communauté. Les gens posent beaucoup de questions et le fait que la sécurité et les vrais problèmes soient discutés renforce leur sentiment de sécurité. »</p> <p>« Les points discutés surtout la question de sécurité et de tolérance sont aussitôt diffusés au sein de la communauté par l'équipe de sensibilisation. Ce qui justifie l'amélioration de la situation sécuritaire ces derniers temps. »</p>
Liberté de mouvement	<p>« Certains déplacés commencent à rentrer et un camion transportant les chrétiens a traversé sans incident l'enclave. »</p> <p>« Maintenant on peut circuler jusqu'au niveau de la gendarmerie. Les agressions ont cessés mais pour combien de temps on ne sait. »</p> <p>« Les musulmans arrivent à traverser maintenant jusqu'au niveau de notre bureau pour porter plainte ou pour rendre visite aux personnes en garde à vue. Mais à part ça les tensions restent élevées dans la ville. »</p> <p>« Libre circulation des personnes dans l'enclave, le retour de certains déplacés qui</p>

	se sont rassurés par la présence des forces de l'ordre. »
	« La bas je ne sais pas. Mais ici il y a plus de confiance qu'avant. Avant-hier un chrétien est venu à bord d'une moto et s'est arrêté pour parler avec les gens. Il a attiré une foule autour de lui car il était étrange de voir un chrétien s'arrêter dans l'enclave. Il a fini par pleurer de joie d'être en compagnie de ses amis qu'il n'avait pas vus depuis presque une année. Il y a d'autres chrétiens qui viennent dépenser un peu d'argent chez nous aussi. C'est tout à fait nouveau et un signe de progrès grâce à la baisse de tension. »
Changement de comportement	« Les tensions se sont un peu calmées, les tirs aussi. Les formations ont permis de changer la mentalité des gens. » « La réunion enlève les mauvaises idées. Il y a un changement de comportement. On est plus dans l'action - réaction mais dans l'action - réflexion. »

Les répondants sont en grande majorité d'avis que les plateformes ont contribué à la baisse des tensions (92% des personnes interviewées) et au renforcement de la protection des civils (100% des personnes interrogées¹¹). Le lien qui se dessine est indirect et découle du retour des autorités de l'Etat et des forces armées nationales. L'analyse de la gendarmerie selon laquelle les plateformes ont permis à la communauté de réaliser un plaidoyer en faveur du renforcement de la présence des forces armées nationales et que de ce renforcement découlerait une baisse de la violence (cf. plus haut) nous semble cohérente.

Cependant, la communauté musulmane mentionne à de nombreuses reprises que la liberté de mouvement à Boda est unilatérale. Les chrétiens peuvent désormais traverser l'enclave avec plus de facilité mais eux ne peuvent encore accéder qu'à la gendarmerie (la mission d'évaluation a effectivement pu observer un mouvement important le dernier jour depuis l'enclave vers la gendarmerie).

De nombreux participants se plaignent également que les points d'action ne font pas l'objet d'un suivi suffisant et restent souvent lettre morte : « *Certains points d'actions oui mais d'autres points ne sont jamais mis en œuvre ou bien d'une façon très superficielle sous forme de promesse comme la promesse que les musulmans auront accès à la route de sortie de la ville. Promesse non tenue.* ».

¹¹ Ce chiffre est à nuancer : de nombreux participants n'ont pas compris cette notion et parlent de l'absence de tirs ou de la sécurité. Un participant répond par la positive mais mentionne ensuite que les réunions « peuvent » éventuellement y contribuer.

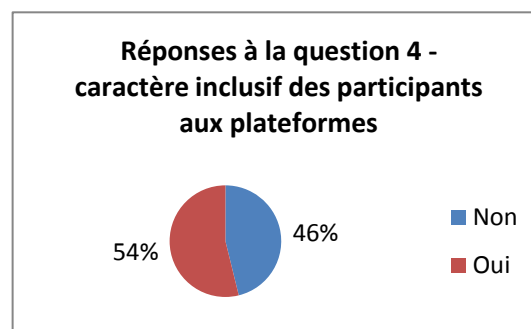
B. 2^e partie : technicité et pertinence du processus

1. Questions liées au processus lui-même

- **Sur le caractère inclusif des participants**

La question de la pertinence et de l'adéquation du processus était traitée dans les questions 4, 5, 6, 17, 19 et 20.

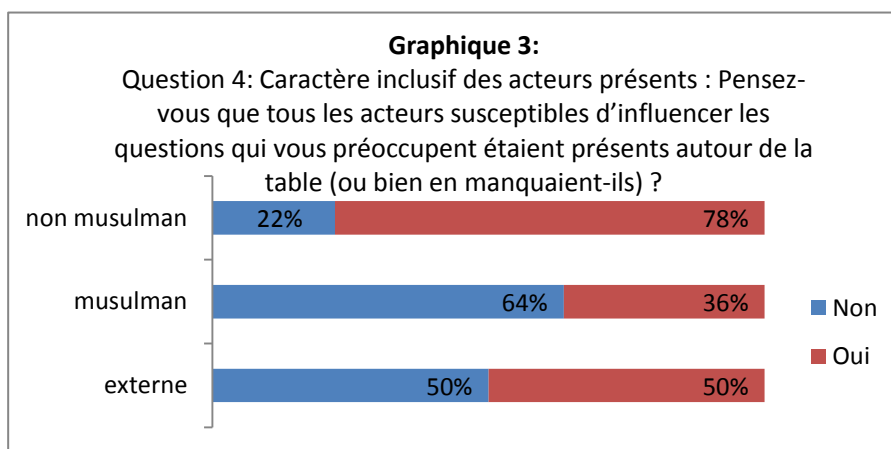
La première question concernait le caractère inclusif des participants. 54% des répondants estiment que tous les acteurs influents sont réunis : « *Tout le monde est représenté: les sages, les jeunes, les responsables des femmes, les chefs de quartier, les chefs de groupe, les AB, les autorités locales...* », « *Les AB qui étaient absents au début participent maintenant de façon régulière.* »



On note en revanche une différence importante dans les réponses entre les différentes communautés. En désagréant les résultats par type de répondants (externe – MINUSCA, gendarmerie...-, non-musulman et musulmans), l'analyse change.

Les participants non-musulmans estiment à 78% que l'ensemble des acteurs étaient présents lors des réunions. Ceux estimant qu'il en manquait se sont soit basés sur la dernière plateforme, à laquelle les AB et les chefs de quartier étaient absents soit ont déclaré : « *Tout le monde est là sauf un groupe de bandit qui continue à créer l'instabilité. Eux ne viennent pas mais ils devraient être là.* ».

Du côté musulman, 64% estiment qu'il manquait des acteurs. La quasi-totalité



mentionne l'absence des représentants de la communauté chrétienne. Ils se disent tous prêts à réunir les 2 plateformes et à entamer un dialogue avec la communauté non-musulmane : « *Nous sommes prêts pour le pardon et la réconciliation avec la communauté chrétienne. On veut vraiment la rencontre et le dialogue avec tout le monde.* », « *C'est ce que nous souhaitons tous, la rencontre et le dialogue avec la communauté chrétienne.* », « *Nous sommes prêts à les voir. On aimerait avoir une rencontre avec quatre personnes de chaque côté. On avait également demandé une rencontre entre l'Imam et l'Abbé mais on n'a pas eu de suite de DRC à ce jour.* ». Une personne de la communauté musulmane estime que « *De notre côté tout le monde est là mais de l'autre côté il manque pas mal de personnes d'influence qui continuent à tirer les ficelle et donc pourraient mettre fin à ce conflit*»

L'un des participants résume cette différence d'approche : « *il est trop tôt pour réunir les 2 plateformes. Pour l'instant les acteurs présents sont donc au complet* ».

Les personnes externes sont plus nuancées. Certains estiment qu'il « *manque des femmes* », que « *Certaines ONG qui ont suspendus leurs activités suite aux derniers évènements n'ont pas encore repris et n'ont pas participé à la dernière rencontre.* », ou encore que « *Les GAU n'ont pas été bien représentés.* ». Un répondant met en doute la représentativité des participants : « *Pas convaincu non plus que les personnes représentent vraiment leurs communautés. On a fait un effort d'augmenter les participants mais sans éliminer certaines personnes qui ne sont pas légitimes. Je pense que certaines personnes participent parce qu'elles gagnent quelque chose donc elles ne vont pas vouloir lâcher leur participation dans ce forum* ».

- **Sur la pertinence des thèmes abordés**

L'ensemble des participants estiment que les thèmes abordés durant les plateformes sont pertinents.

Parmi les thèmes les plus fréquemment cités on retrouve :

- La paix et la sécurité : « *La paix et la sécurité sont au centre des questions abordées ce qui est le point fondamental pour Boda en ce moment.* »,
- La cohésion sociale : « *thème de la cohésion sociale très pertinent parce que le problème vient de là à Boda* »,
- L'action humanitaire : « *La réunion s'est focalisée sur la communication entre les humanitaires et les communautés un problème qui date depuis longtemps. Incompréhension sur le rôle des humanitaires. La réunion a défini des problèmes et questions intéressantes. Les problèmes du mois d'août ont rendu cette réunion très nécessaire.* »
- Le problème de la rentrée scolaire et la reprise des activités économiques

- **Sur le cadre et l'organisation de la réunion**

Les participants sont tous satisfaits du cadre choisi et s'y sentent en sécurité. Sur la durée et la fréquence, la plupart sont également satisfaits mais certains voudraient des réunions plus fréquentes « *pour un meilleur suivi des points d'actions qui sont parfois oubliés* ». De nombreux participants rappellent cependant « *nous avons d'autres occupations en dehors de la plateforme.* »

2. Questions sur les facilitateurs et la technicité des réunions

Les questions sur la perception et le rôle des facilitateurs étaient traitées dans les questions 15, 16 et 18

100% des répondants estiment que les facilitateurs sont neutres et impartiaux et que cette fonction est nécessaire à l'organisation des plateformes : « *sans facilitateur la réunion n'aurait pas lieu ou se bloquerait. Les discussions ne pourraient plus avoir lieu.* », « *La présence d'un facilitateur est incontournable dans les discussions.* », « *C'est important parce qu'il est neutre et ne juge pas. S'il disait qu'il avait une préférence pour un côté ou un autre on n'aurait pas confiance en lui en tant que facilitateur. La discussion n'est pas entre Denis et Mohammed ou entre Jérôme et Jean. C'est entre Jean et Mohammed et un bon facilitateur neutre se focalisera sur ça.* », « *Très important parce que certaines personnes ne sont pas allées à l'école et le facilitateur aide tout le monde à participer.* ».

La question 18 abordait la nécessité que la tâche du facilitateur revienne à quelqu'un d'autre. La plus grande partie des répondants estiment que « *Nul n'est prophète chez soi. La facilitation doit être faite par quelqu'un d'extérieur, comme ça on est sûrs qu'il est neutre.* » « *C'est l'équipe de DRC qui maîtrise mieux le*

terrain. Donc il serait souhaitable qu'il continue dans ce sens. », « Les facilitateurs actuels ont de grandes compétences et doivent rester. ».

Ceux qui pensent que la tâche pourrait revenir à un autre facilitateur insiste sur la formation préalable : *« Si la personne est formée il peut faire le travail. », « Si c'est possible on peut nous former à la facilitation. On pourra prendre le devant et obtenir les capacités de la facilitation. ».*

C. Conclusions et divers

Parmi les suggestions les plus abordées, on retrouve les thèmes suivants :

- Ouverture d'un bureau DRC à Boda : *« Nous souhaitons que DRC installe officiellement sa base à Boda pour nous appuyer dans ce processus de réconciliation », « DRC doit ouvrir sa base à Boda afin de nous rassurer de sa bonne volonté et détermination à œuvrer pour le retour de la paix dans ladite localité ».*
- Intensification des formations à la gestion de conflit : *« Avant que la rencontre entre les 2 plateformes n'aie lieu, il faudra organiser des formations supplémentaires pour que ça se passe bien ».* Une participante déclare même qu'il faut *« organiser plus de formations et ouvrir un centre permanent pour éduquer les jeunes sur la gestion de conflit même dans les écoles pour que les leçons soit disponibles en permanence. »*
- Intensification de la communication sur les réunions : *« Il faut une radio locale pour simplifier la communication et prévenir que la région va avoir lieu »,*
- Renforcer le suivi en mettant à disposition des participants les PV de la réunion : *« avoir des PV des réunions avec les points d'action pour faire un suivi après. »*
- La mise à disposition d'eau et de rafraichissements : *« les participants se plaignent d'avoir la gorge sèche après la réunion, il faut humidifier la gorge »*